



Commission d'accès aux et de  
réutilisation des documents  
administratifs

*Section publicité de l'administration*

17 octobre 2019

AVIS n° 2019-119

CONCERNANT L'ABSENCE D'UNE  
MOTIVATION SUFFISANTE

(CADA/2019/114)

## 1. Aperçu

1.1. Suite à la réception du rapport de feedback d'un « assessment » informatisé concernant la sélection du Directeur général du département Logistique & Finances pour le Service fédéral des pensions (classes 4 et 5) Monsieur X demande par courriel du 15 septembre 2019 au SPF BOSA de lui faire savoir si et quand une notification signée lui sera envoyée par courrier postal, comportant les indications relatives aux modalités de consultation du dossier et les voies de recours.

1.2. Le SPF BOSA lui répond par un courriel du 16 septembre 2019 que le Selor ne communique plus par courrier postal depuis quelques années. Comme indiqué dans le règlement de sélection, toute communication se fait exclusivement par courrier électronique et/ou le compte « Mon Selor ».

« Si vous le souhaitez, il vous est loisible de venir consulter votre test, suivant certaines modalités :

- La consultation, d'une heure maximum, est strictement personnelle et il n'est pas permis de prendre des notes.
- Vous pourrez consulter le questionnaire sur pc, avec un aperçu de vos réponses personnelles : il ne sera pas mentionné si vos réponses sont correctes ou erronées.

J'attire votre attention sur le fait que vous n'aurez pas accès aux bonnes réponses. En effet, ces tests permettent d'évaluer la capacité de raisonnement des candidats et de prédire le comportement qu'ils auront tendance à adopter lorsqu'ils seront en fonction. Il ne s'agit pas de test de connaissances qui peuvent être réussis grâce à une étude approfondie. Les capacités de raisonnement et les compétences comportementales ne peuvent pas être étudiées mais développées sur le terrain grâce à l'exercice de celles-ci.

Si les candidats ont accès aux bonnes réponses, lorsqu'ils présenteront à nouveau un assessment informatisé, les objectifs de prédiction et d'évaluation des capacités propres au candidat ne seront pas atteints. En effet, dans ce cas de figure, Selor évaluera les connaissances techniques que ces candidats ont du test ou du comportement et non plus, leurs compétences génériques. »

1.3. Par courriel du 16 septembre 2019, Monsieur X se plaint d'une absence de motivation de la décision, mais il ne demande l'accès à aucun document.

1.4. Par courriel du 18 septembre 2019 le SPF BOSA réitère sa position. Il fait référence aux voies de recours de la loi du 11 avril 1994 'relative à la publicité de l'administration'.

1.5. Par courriel du 18 septembre 2019, Monsieur X répète que le SPF BOSA ne respecte pas la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Il ne demande l'accès à aucun document.

1.6. On peut déduire de la réponse du SPF BOSA du 20 septembre 2019 que le demandeur a introduit une plainte dans le cadre de la Circulaire n° 626 du 14 mars 2013 – Orientation Client dans les Administrations fédérales.

1.7. Dans la réponse du gestionnaire de clients, la position du SPF BOSA est confirmée.

1.8. Dans son courriel du 1 octobre 2019 le demandeur demande au SPF BOSA « de bien vouloir reconsidérer [sa] décision de ne pas communiquer les bonnes réponses du test visé sous objet (à confronter à [ses] réponses), ce d'autant plus que Monsieur Marée a fait allusion à un lien entre les évaluations posées et les indicateurs de comportement préalablement établi, sans [...] le [lui] communiquer (ceci devant démontrer le caractère non arbitraire des cotes qui [lui] ont été attribuées) de manière à [ce que le SPF BOSA se conforme] à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et, à titre conservatoire, en fonction de ce qui précède de bien vouloir reconsidérer les cotes qui [lui] ont été attribuées ». Par un courriel du même jour, il s'adresse à la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration, ci-après la Commission ; pour obtenir un avis.

## **2. La recevabilité de la demande d'avis**

La Commission estime que la demande d'avis n'est pas recevable. La Commission constate non seulement que le demandeur introduit un recours sur la base de l'article 8, § 2 de la loi du 11 avril 1994 relative à la

publicité de l'administration (ci-après : la loi du 11 avril 1994) sans qu'il ait introduit une demande d'accès à des documents administratifs auprès du SPF BOSA, son objectif principal est de se plaindre de l'absence de motivation, conformément à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Un recours contre le non-respect de l'obligation de motivation doit être directement introduit auprès du Conseil d'Etat et ne fait pas l'objet d'un recours administratif. La Commission n'est dès lors pas compétente pour se prononcer en la matière. Le SPF BOSA a toutefois induit en erreur celui qui a formé le recours administratif en faisant référence au recours prévu à l'article 8, §2 de la loi du 11 avril 1994 alors que le demandeur tendait à obtenir une motivation, qui selon lui faisait défaut dans la décision statuant qu'il n'avait pas réussi.

Bruxelles, le 17 octobre 2019.

F. SCHRAM  
secrétaire

K. LEUS  
présidente